



A en croire Grégoire Owona, les interlocuteurs coté gouvernement pour le dialogue en vue de résoudre la crise meurtrière des régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest sont connus

Le ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, par ailleurs secrétaire général adjoint du comité central du parti au pouvoir le RDPC, l'a indiqué dans une interview accordée au magazine panafricain Jeune Afrique.

Selon le membre du gouvernement, les interlocuteurs du coté gouvernement sont bien connus. *« Les premiers ministres se sont succédé auprès de la population et des leaders traditionnels de ces régions. Le secrétaire général du RDPC, Jean Nkuete était sur le terrain, je m'y suis moi-même rendu »*, rappellet-il, souhaitant que cessent les exactions commises par ceux qui ont pris les armes contre l'Etat pour tuer, piller, et détruire les villages.

« Nous attendons de voir devant nous des gens reconnus comme porte-parole de leur camp. C'est plutôt de ce coté qu'il faut demander qui sont les interlocuteurs », poursuit-il. *« Qu'ils (sécessionnistes) donnent des mots d'ordre pour que cesse la violence et qu'ils désignent leurs représentants pour discuter de la paix. Le président Paul Biya les a invités à déposer les armes, il a créé une structure de réinsertion, exhorté au pardon et au dialogue »*, ajoute-t-il

Mais du côté sécessionnistes, les préalables fixés pour engager un dialogue ne sont pas à minimiser. En effet, le président de la république inexistante d'Ambazonie, Ayuk Tabe, depuis la prison de Kondengui, a publié une déclaration le 27 mai, fixant les conditions d'un dialogue souhaité le gouvernement camerounais.

Le leader séparatiste, entre autres, a réclamé d'abord la libération de tous les détenus anglophones, l'envoi d'une force Onusienne dans les régions anglophones. Bien plus, l'indépendantiste demande que toutes les discussions se déroulent soit au siège des Nations Unies ; soit à Genève, ou encore à Addis-Abeba, ceci pour des raisons de sécurité.